



72^{ème} anniversaire de la fusillade de Châteaubriant L'avenir vient de loin

Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 964

17 octobre 2013

prix : 0,70 €



Retraites

LA RETRAITE À 60 ANS À TAUX PLEIN
UNISSONS-NOUS,
RÉSISTONS. **PCF**

Municipales

Rassemblement sur tous les Fronts



Municipales 2014

Rassembler et gagner à gauche

Page 2

PCF



Appel aux citoyennes et
citoyens pour les élections
municipales de 2014

P 3

Navale, le laisser- faire, ça suffit



P 5

Võ Nguyễn Giáp :



Un général de la paix

Page 6

L'intercommunalité

Page 7

Elections municipales au Portugal

Les élections municipales portugaises qui se sont déroulées le 29 septembre ont sanctionné la coalition de droite au pouvoir (PSD/CDS-PP) qui n'obtient que 20% des suffrages. Les politiques d'austérité et la soumission du gouvernement aux injonctions de la Troïka ont plongé le pays dans une crise économique et sociale très grave. Le désaveu des portugais s'est aussi traduit par une abstention record de 47%. Pourtant à l'origine du programme drastique de réduction des dépenses publiques, le PS perdant des élections législatives de 2011, remporte largement le scrutin avec 36% des voix. La CDU, coalition conduite par le PCP réunit 11,1% des voix (3^{ème} force politique), renforce son influence locale, gagne 21 communes supplémentaires dont 2 chefs-lieux de districts, Beja et Evora, ainsi que la plus grande ville de l'agglomération de Lisbonne, Loures. A gauche toujours, le bloc de gauche perd son unique municipalité et obtient seulement 2,5% des suffrages.



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par **Véronique Mahé**



La réforme des retraites proposée par le gouvernement Ayrault, avec pour but d'entériner l'allongement de la durée de cotisations prévue par la réforme Fillon-Sarkozy, est débattue depuis le 7 octobre à l'Assemblée Nationale. Certes, les annonces portent la marque des mobilisations sociales mais il n'en reste pas moins que nous assistons à un recul. Nous espérons pourtant autre chose : en 2010, de nombreux parlementaires socialistes s'étaient mobilisés pour défendre le droit à la retraite à 60 ans et prouver qu'une autre réforme était possible !

Dans l'hémicycle, les députés communistes se battent, obtenant que la durée du débat ne soit pas limitée, déposant des centaines d'amendements pour montrer que d'autres choix sont possibles, des parlementaires utiles à leurs concitoyennes et concitoyens. Cette utilité doit être notre moteur pour les prochaines municipales. Les communistes ont un rôle à jouer dès le niveau local et cela passe clairement par des élus présents dans les instances communales et intercommunales, des élus de proximité et de résistance, des élus essentiels pour changer le quotidien de nos populations. Conscients de l'enjeu, près de 500 animatrices et animateurs de sections se sont réunis le 5 octobre à Aubervilliers pour débattre sur l'ambition

des communistes et la stratégie pour les échéances 2014. Cette journée s'est placée sous le signe de l'unité et la volonté de rassemblement. Unitaires pour dire que nous ne devons pas nous tromper d'élection, unitaires pour affirmer que le Front de Gauche ne doit pas être un outil de division mais de large rassemblement de toute la gauche. Les différentes interventions de militants élus ou non parlaient toutes de la déception actuelle et de la paupérisation grandissante. Face à cela, quel choix : laisser la droite revenir, laisser croire que le FN est le seul sauveur ou décider comme l'a dit Pierre Laurent « qu'il ne faut pas de frontières au rassemblement à gauche dans l'ambition qui est la nôtre de faire bouger les lignes dans la gauche » ?

Les communistes ont un rôle à jouer dès le niveau local et cela passe clairement par des élus présents dans les instances communales et intercommunales, des élus de proximité et de résistance

2014 : les communistes veulent rassembler et gagner à gauche



Dans moins de six mois maintenant les électeurs et électrices seront amenés à se prononcer sur leurs futurs conseils municipaux. Ces élections municipales se dérouleront dans un contexte politique et économique plutôt tendu. De renoncements en déceptions, le gouvernement socialiste laisse place - de l'attente exprimée lors des présidentielles - à la désillusion. Le résultat, pour partie, nous avons pu le constater dernièrement à Brignoles, se matérialise par une forte abstention dont bénéficie le Front National.

Si désillusion il y a, les attentes n'en demeurent pas moins grandes et la question municipale est celle des services publics locaux, des solidarités, du vivre ensemble... autant d'enjeux pour lesquels les communistes ont leur mot à dire.

A l'issue de la réunion nationale des animateurs de section ainsi que du dernier conseil national ayant pour thème ces élections locales, **le PCF en appelle au rassemblement sans exclusive. L'ambition, pour le parti communiste est d'ouvrir de larges fronts unitaires et progressistes pour développer, à l'échelle locale, des politiques utiles aux habitants des villes et des communes.** Misant sur la nature des rassemblements, leur enracinement citoyen et dans les luttes, Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF l'affirme, il n'y aura « pas de frontière au rassemblement », « *Le maître mot pour nous n'est pas l'autonomie, c'est le rassemblement en allant le plus loin possible* ».

Les communistes entendent également, à l'occasion de ces élections renforcer le tissu de leur élus. Ce sont près de 10000 élus communistes et républicains, 100 dans notre département, qui œuvrent chaque jour pour faire vivre les valeurs de gauche : l'Humain, la solidarité, le partage, la démocratie

En Loire-Atlantique, le 8 octobre dernier, le conseil départemental adoptait une résolution allant dans le sens de l'appel national (voir page 3) « *afin de gagner des changements dans les territoires pour plus de droits et de pouvoirs aux citoyennes et citoyens* », « *dans l'intérêt exclusif des populations* », afin de mettre en œuvre « *des solidarités nouvelles* ». Pour y parvenir, là aussi, **le conseil départemental en appelle aux rassemblements les plus larges possibles** dès le 1er tour, afin de mettre la droite en échec, de barrer la route au FN et de permettre l'élection du plus grand nombre d'élus communistes « *utiles aux luttes sociales, utiles aux confrontations qui traversent la gauche, utiles pour gagner, garantir et mettre en œuvre des politiques publiques de gauche* ».

Les chefs de files PCF dans les villes de plus 20000 habitants

Nantes : Aymeric Seassau / Mairie-Annick Benâtre ; **Orvault** : Christophe Lancien ; **Saint-Herblain** : Jean-Pierre Fromont ; **Saint-Nazaire** : Yvon Renénot ; **Saint-Sébastien-sur-Loire** : Stéphane Guilloux ; **Vertou** : Michel Gouty.

De vous à moi

French Corruption : C'est un affranchi qui passe à table. Début 95 il sait qu'il va être arrêté pour malversation au sein de l'Office HLM des Hauts de Seine. Alors il prend la fuite vers les Bahamas grâce au « vrai-faux passeport » fourni par Pasqua. **On lui a fait comprendre que s'il reste en France ses jours sont comptés, tant il en sait sur les pratiques du RPR (l'ancêtre de l'UMP).** Sept ans plus tard il revient persuadé que ses amis d'antan sauront le soutenir. **Que nenni, la cour d'appel le condamne à 3 ans de prison en 2007.** Entre Alfred Sirven et Maurice Papon, qui lui confient leurs secrets, il attend son heure en prenant des notes sur un carnet. En 2010 il est en règle avec la justice, libre de s'exprimer. **Aujourd'hui, Didier Schuller nous fait ses révélations sur ses anciens copains, Chirac, Balkany, Hortefeux, et ...Sarkozy** (l'ex président qui se clame « innocent »). Didier, un conseil : vérifie bien les freins de ta voiture, avant de partir... un accident est si vite arrivé !

En bref

Le FMI abaisse ses prévisions de croissance mondiale.

Face aux déconvenues en provenance des pays émergents et aux incertitudes budgétaires et monétaires aux Etats-Unis (NLA n° 963) le PIB mondial ne devrait progresser que de 2,9% cette année et de 3,6% en 2014. La zone euro reste en récession (-0,4 %) pour 2013. Les E.U seraient le principal moteur de la croissance mondiale avec 1,6%.

Report des discussions entre l'U.E et les E.U sur le traité transatlantique de libre échange.

Pendant le « shutdown », cette paralysie de l'administration de l'Etat-fédéral en raison du désaccord entre républicains et démocrates sur le déficit budgétaire, les négociations entre américains et européens sont suspendues. **Comme quoi la stratégie libérale des dogmatiques du « tea party » produit des contradictions secondaires qui jouent contre son camp.**

Comment « fluidifier » le dialogue social avec 16,5 millions d'euros ?

L'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM - héritiers du comité des forges) avait une sorte de caisse noire, baptisée « Entraide professionnelle » créée en 1972, pour arroser les syndicats. Parmi les bénéficiaires identifiés : la CFTC, la CFE-CGC, FO, la CFDT. **Une sorte de prime inversement proportionnelle à sa non représentativité;**

Autres bénéficiaires les partis politiques français, hormis le PCF (*souçonné d'aiguillonner la lutte des classes*). C'est le juge Roger Le Loire qui instruit le procès : **Fluidification ou corruption ? La justice tranchera.**

Alain Minc : un grand visionnaire politique...



Membre de quelque sept conseils d'administration, il a gardé **le goût de la réflexion influente** en publiant environ un livre par an. Ami de Nicolas Sarkozy, il vient de déclarer au quotidien « Les échos » « L'Allemagne est devenue la démocratie la plus parfaite et la plus exemplaire d'Europe. Elle n'a pas imposé une politique rigoriste, ce sont les marchés. La France doit dire à l'Allemagne, nous allons ensemble faire des propositions fédéralistes ». On comprend qu'il soit aussi un ami de Daniel Cohn-Bendit.

Résolution du conseil départemental de Loire-Atlantique du PCF (extraits) -adoptée à l'unanimité-

«En Loire-Atlantique comme ailleurs, fort de leurs expériences et du bilan de leurs actions au terme de ce mandat, les communistes abordent cette élection avec en tête l'intérêt exclusif des populations de nos communes, loin des postures nationales et des intérêts particuliers qui président trop souvent aux annonces de listes et de candidatures.

Nous lançons un appel à faire de ces élections municipales l'affaire du plus grand nombre pour recréer l'espoir à gauche.

Pour y arriver, un seul mot d'ordre, rassembler et rassembler encore pour faire front face à la crise et aux ambitions de revanche de la droite et de son extrême.

Nous appelons à la constitution de listes de rassemblement de la gauche les plus larges possible dès le 1^{er} tour de ces élections.

Nous nous mobiliserons pour qu'elles soient victorieuses dans le plus grand nombre de communes.

Si ce n'était pas le cas, l'impératif de rassembler contre la droite et l'extrême-droite au second tour s'imposerait à tous».

Municipales 2014

3

Appel aux citoyennes et aux citoyens Pour les élections municipales de mars 2014

Les 23 et 30 mars prochains, les élections municipales auront lieu dans toute la France. Dans chaque commune, vous serez appelés à élire vos conseillères et conseillers municipaux, vos maires, pour six ans, ainsi que les élu-e-s dans les intercommunalités. Voter est un droit ! Pouvoir l'exercer implique d'être inscrit sur les listes électorales d'ici le 31 décembre 2013.

Nous savons que ces élections vous paraissent encore lointaines par rapport aux préoccupations qui vous assaillent chaque jour. Nous vous lançons un appel : de la plus petite à la plus grande commune, ces élections auront une très grande importance sur votre vie et votre ville. C'est à vous, à nous, toutes et tous ensemble, dans chacune de nos communes d'en décider. **Nous avons besoin que ça change pour mieux vivre le plus vite possible. Il y a urgence !**

Car aujourd'hui, la vie est devenue de plus en plus difficile, il y a trop d'injustices. Ce n'est pas une fatalité, l'argent existe mais il est accaparé par quelques uns au détriment du plus grand nombre. Combattre, cela nécessite de s'attaquer à la finance. Le président élu pour « changer maintenant » ne le fait pas et poursuit avec son gouvernement les politiques d'austérité. Nous les combattons et engageons des batailles pour aller chercher l'argent là où il est : dans les banques, le monde de la finance, pour une alternative de transformation sociale et pour une nouvelle majorité politique.

Dès le mois de mars, avec les municipales, nous pouvons gagner des changements dans les territoires par plus de droits et de pouvoir aux citoyennes et citoyens. Il faut, dans le plus de communes possibles, encore plus d'élus-e-s qui, à vos côtés, lutteront contre les inégalités et l'austérité, de communes qui choisiront l'humain, le partage, la solidarité, la démocratie.

Sans attendre, place à justice sociale !

Nous voulons des communes qui font le choix du développement des services publics, pour l'emploi, pour l'école, la santé, les transports, la culture, le sport, l'eau, l'énergie...avec des tarifs justes et accessibles pour tous, jusqu'à la gratuité quand c'est possible ; qui veulent l'égalité pour les territoires, qu'ils soient ruraux ou urbains ; qui construisent une ville pour tous, garante de la sécurité des personnes, avec des logements sociaux et des programmes d'accès à la propriété, des loyers et des prix de l'immobilier encadrés pour lutter contre la spéculation ; qui ont à cœur un développement économique diversifié, durable et tourné vers le renouveau industriel ; qui se battent pour une fiscalité juste, taxant les grandes fortunes, aident leurs concitoyennes et concitoyens en difficulté et fixent des impôts locaux plus équitables ; qui luttent contre les suppressions d'emplois et refusent les expulsions locatives, les coupures d'eau, de gaz et d'électricité, et toute atteinte à la dignité humaine.

Sans attendre, place à l'innovation place à la solidarité !

Engageons de nouvelles solidarités concrètes ! Nous voulons des communes qui soutiennent toutes les formes d'entraide, les nouveaux modes d'échange et de consommation, les activités associatives dans leur diversité, les nouvelles pratiques culturelles, les projets individuels ou collectifs pour mieux vivre ensemble ou pour travailler autrement.

Sans attendre, place à l'égalité !

Nous voulons des communes qui ont de l'ambition pour tous les territoires, tous les quartiers de leurs communes, dont les projets de développement concernent toutes les habitantes et habitants, de toutes conditions et particulièrement les jeunes, qui parient sur l'innovation, qui s'attachent à ce que tous, dans la mixité sociale et la diversité, vivent bien ensemble ; qui n'abandonnent personne, ni les

créateurs d'entreprises, ni les jeunes livrés au chômage et à la précarité, ni les retraité-e-s aux maigres pensions, ni les personnes âgées dépendantes ; qui refusent toutes les discriminations, combattent les violences faites aux femmes et agissent pour l'égalité, ne renoncent pas à obtenir le droit de vote pour les étrangers.

Sans attendre, place à la démocratie, place au peuple !

Nous voulons des communes qui choisissent de construire leurs projets avec les citoyennes et les citoyens, qui les écoutent, les consultent, les associent, leur donnent les moyens d'agir et de contrôler ; des communes qui font entendre et respecter la parole, les besoins de leurs habitantes, qui font le choix de la coopération et qui se battent contre le recul démocratique que représente le projet de loi sur les métropoles, contre la mise en concurrence des territoires.

Dans chaque commune nous nous opposerons avec détermination à la droite qui ne rêve que de revanche et de régressions sociales et dont le bilan brutal et négatif en est la preuve. Partout, vous pouvez compter sur nous pour faire barrage à l'extrême-droite qui ne cherche qu'à diviser et à opposer les Françaises et les Français entre eux, à stigmatiser et exclure les immigrés ou les Roms pour faire oublier les vrais responsables de la crise et laisser l'argent gangrener la société.

L'heure est donc au choix entre une aggravation de la situation et des améliorations immédiates et concrètes. Nous appelons toutes les femmes et les hommes, et tout particulièrement les jeunes, disponibles à se rassembler pour construire ensemble les choix, les programmes et les listes susceptibles de les porter avec des candidat-e-s qui, s'ils sont élus, deviendront des relais des luttes et des résistances, face aux politiques d'austérité du gouvernement. Ce qu'il faut, c'est élire des femmes et des hommes intègres, au service de l'intérêt général comme le sont, vous le savez, les 760 maires et les 8 000 élus communistes municipaux que compte notre pays. Nous appelons toutes les femmes et hommes de progrès, les jeunes, tous les militant-e-s associatifs, syndicaux, tous les citoyen-ne-s à s'engager avec nous et à construire des listes de large rassemblement. Dans tout le pays, les communistes, dont vous connaissez l'attachement à l'action municipale, l'engagement, l'expérience sur le terrain, se lancent dès aujourd'hui dans ce travail de rassemblement. Avec vous, avec le Front de gauche, avec toute la gauche, sur des programmes de progrès social audacieux, nous entendons construire les listes de rassemblement les plus larges possibles dès le 1^{er} tour de ces élections. Mobilisons-nous pour qu'elles soient victorieuses dans le plus grand nombre de communes. Si ce n'est pas le cas, le second tour appelle l'impératif de rassembler contre la droite et l'extrême-droite. Pas question de les laisser détruire demain les solidarités dans nos communes !

Ce que le gouvernement ne veut pas faire, une vraie politique de gauche, nous, nous voulons le réussir avec vous. Les élections municipales seront une étape majeure pour cela. À vos côtés, dans la durée, les communistes s'engagent dans cette bataille, unis et déterminés, animés partout, quelle que soit la diversité des situations locales, de la même passion de rassembler.



Dans le 44

Port : Le quai à conteneurs va gagner 350 mètres



L'extension du terminal conteneur va pouvoir avoir lieu, la préfecture a donné son aval.

350 mètres de quai supplémentaires vont être ajoutés au 700 mètres actuels. Cela permettra d'augmenter le trafic, d'accoster plusieurs navires, mais aussi d'en accueillir de plus volumineux.

Un allongement impératif pour le développement du port. Les travaux sont prévus pour le début l'année 2014 pour un achèvement en 2017.

Ecole : Bonne nouvelle pour le



Nord du 44

Deux communes rurales JANS et MARSAC sur DON, après des années de batailles se sont dotées enfin d'écoles publiques.

Les parents d'élèves, le comité départemental d'action laïque (CDAL), les délégués départementaux de l'Education Nationale (DDEN), chacun à leur place ont milité pour ces ouvertures :

- JANS, 1200 habitants, 62 enfants inscrits à cette rentrée 2013, 3 classes

- MARSAC sur DON, commune sans école publique depuis 60 ans, 1447 habitants, 37 élèves inscrits

Ce sont deux communes en pleine expansion démographique avec l'arrivée de nouveaux habitants.

A ce jour, il reste encore 16 communes du 44 sans école de la République.

Les 27 fusillés... et tous les autres, résistants, internés, torturés, déportés

Cet anniversaire sera une nouvelle fois l'occasion de prendre le temps de nous recueillir et de rendre hommage à celles et ceux dont le sacrifice de leur vie a contribué à la délivrance de l'ordre botté des nazis sur notre pays.

A notre tour, il nous appartient de favoriser la compréhension de ces pages dramatiques, de ces moments historiques, où notre pays, notre nation, ont construit les repères dont notre société d'aujourd'hui a tant besoin.

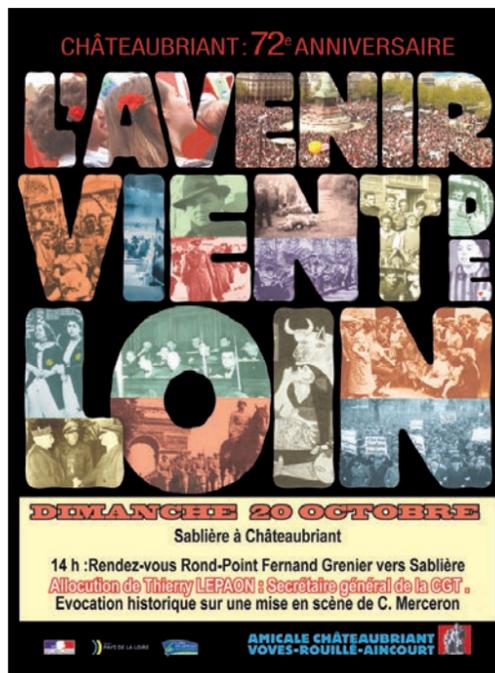
Pour être à la hauteur de la demande que nous a fait Guy Môquet, nous devons être à la fois au cœur des enjeux de notre époque (à l'heure où la droite et le FN rêvent de revanches); et continuer l'appropriation de notre histoire par les jeunes générations (à l'heure où l'enseignement de l'histoire régresse dans les programmes scolaires, et où l'individualisme prend le pas sur « le vivre ensemble »). C'est de notre capacité à tenir ces deux ambitions, que l'avenir gardera les couleurs de l'arc en ciel.



Fusillades de Châteaubriant

4

Ne pas oublier



A l'occasion du 72^{ème} anniversaire de la fusillade de Châteaubriant, NLA a rencontré Hubert Doucet, secrétaire général de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt

NLA : Quelle est l'importance de telles commémorations aujourd'hui ?

Hubert Doucet : Pour notre Amicale, elles portent deux dimensions essentielles :

- Ne pas oublier les résistants internés, fusillés, déportés, celles et ceux qui ont été l'honneur de la France, ont permis de se libérer du nazisme et du pétainisme ;

- Comprendre, s'appuyer sur leurs combats, leurs idéaux, leurs messages.

L'histoire de la Résistance apporte des points de repères utiles pour les combats humains, sociaux d'aujourd'hui. Guy Môquet, jeune communiste de 17 ans, en écrivant « Soyez dignes de nous les 27 qui vont mourir » résume le sens de toutes nos actions : relever les défis de notre époque.

Quand on voit renaître, forcer les germes de la bête immonde, celle qui se représente de nouveau comme une alternative, il ne faut pas oublier que cette extrême droite est la filiation directe des forces qui ont été au pouvoir de 1940 à 1944.

Résister, agir pour inverser les choix politiques qui conduisent à cette résurgence, à la désespérance, au renoncement.

NLA : « L'avenir vient de loin » est le thème de l'évocation

artistique cette année, pourquoi le choix de ce thème ?

Hubert Doucet : C'est en référence aux 70 ans de la création du CNR. Comment et pourquoi dans une France dévastée, spoliée de ses richesses, la résistance avait voulu reconstruire la France avec une vision nouvelle, une conception de la société qui réponde aux besoins humains.

Justice et sécurité sociale, services publics, droits démocratiques, progrès humains étaient les fondements et les objectifs à atteindre.

Résister se conjugue donc bien au présent.

NLA : Quel message l'Amicale entend porter auprès des jeunes générations et comment nourrir aujourd'hui, l'esprit de résistance ?

Hubert Doucet : La jeunesse est la plus touchée, la plus concernée par les choix qui garantissent les marchés financiers dans leurs pouvoirs et leurs dominations. Tout est fait pour qu'elle s'adapte à cette réalité. Le monde serait ainsi fait et le renoncement serait de mise. Les jeunes générations n'auraient plus droit aux avancées sociales conquises par les générations qui les ont précédées. Quelle société, les jeunes veulent ? **La réponse leur appartient mais ceux qui ont agi avant eux ont ouvert des voies. Aujourd'hui, la jeunesse a les mêmes pouvoirs.**

Tout sur les commémorations :

Vendredi 18 octobre

17H30 : Veillée du souvenir devant le monument des 50 otages à Nantes.

Samedi 19 octobre

11H00 : Dépôt de gerbes, dans la cour du château et sur le lieu du camp de Choisel à Châteaubriant

14H30 : Hommage à Fernand Grenier, rond point Fernand Grenier à Châteaubriant.

Dimanche 20 octobre

9H00 : Hommage aux époux Kéritel et aux résistants indrais, mail Odette Nilès à Indre.

10H00 : Hommage aux neufs fusillés du 15 décembre 1941 à la Blisière à l'orée de la forêt de Juigné des Moutiers.

14H00 : Départ du défilé au rond-point Fernand Grenier de Châteaubriant.

14H30 : Commémoration dans la carrière des fusillés à Châteaubriant. Evocation historique sur le thème « L'avenir vient de loin » précédée d'une allocution de Thierry Lepaon, Secrétaire Général de la CGT.

Les cars pour Châteaubriant

Au départ de Nantes :

11 heures 30 - Place du 8 mai à Rezé. Ce car passera place Pirmil, quai Baco, place Zola, place des Châtaigniers, Beauséjour, Pont du Cens, le Cardo, puis Châteaubriant - Le retour se fera, à l'issue de la cérémonie.
Inscription : comitesouvenir@orange.fr

Au départ de Saint-Nazaire :

Renseignements et réservation auprès de Jo Patron ou à l'UD CGT : 02.40.22.23.21.



CHÂTEAUBRIANT
UNE VILLE
À DÉCOUVRIR...



- SON THÉÂTRE DE VERRE
- SON CHÂTEAU MÉDIÉVAL ET RENAISSANCE



- UNE CITÉ RICHE D'HISTOIRE
- UN PÔLE D'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE



Cambodge : l'Europe doit réagir !

Au Cambodge, les multinationales se sucent, les populations trinquent. Dans un message au Commissaire européen du Commerce, une citoyenne cambodgienne relève la façon dont les compagnies sucrières dépossèdent la population rurale de ses terres : "Ils ont tout brûlé... y compris le riz. Ils ne nous ont même pas laissé le récolter d'abord". Le drame, c'est que ces violations sont encouragées par les avantages commerciaux de l'initiative européenne. Tout sauf les armes (TSA), et que le Parlement européen avait préconisé d'enquêter sur la multiplication des cas de violation des droits de l'homme au Cambodge, et de suspendre les préférences du système TSA. Signez l'appel : <http://www.peuples-solidaires.org/appel-urgent-cambodge/>

La soumission au religieux est un désastre!

Dans une interview du 30/9 reprise par Mediapart, la philosophe Elisabeth Badinter dénonce la peur de la gauche devant l'oppression du religieux. Elle appelle à se battre pour la laïcité. Elle pense que la philosophie des Lumières est de plus en plus battue en brèche. «Avec le multiculturalisme, on a grignoté peu à peu la raison universelle, qui veut qu'on pense d'abord à ce qui nous unit, avant ce qui nous distingue.»



Le social au cœur

5

Navale, le laisser-faire, ça suffit !

Fin de semaine dernière, plusieurs médias annoncent la volonté de la banque publique sud-coréenne Korea Development Bank (KDB) de vendre STX Europe qui détient à 66% les chantiers nazairiens. **Immédiatement, le secrétaire de la fédération PCF44, a interpellé publiquement l'Etat**, détenteur du 1/3 des actions. « L'Etat doit dès maintenant faire le clair sur cette situation et prendre toutes ses responsabilités. Le laisser faire de l'actionnaire public n'est plus acceptable après les fermetures de plusieurs agences historiques et les destructions d'emploi et de savoir-faire chez STX et ses sous-traitants ces dernières années. C'est toute la filière navale nationale qui est menacée. Nous ne laisserons pas le dernier chantier naval français subir à nouveau une opération capitaliste contraire aux intérêts des salariés, des populations, de l'économie française et régionale. **STX et ses actionnaires sont comptables devant les collectivités et les populations locales après que plusieurs centaines de milliers d'euros d'argent public aient été investis pour soutenir la navale.** Parce que nous ne voulons pas subir les choix financiers de l'actionnaire majoritaire, **il faut mettre à l'étude dès aujourd'hui toutes les solutions y compris de nationalisation, voire de régionalisation provisoire du chantier.** Pour réussir la diversification de la construction de navires utiles, l'avenir des chantiers navals est à un tour de table passant par une hausse de la participation de l'Etat au capital et par la prise de participation d'industriels nationaux dont les besoins en la matière sont connus. Les salariés, leurs familles et l'ensemble de la population nazairienne aujourd'hui menacés par cette annonce méritent toute notre solidarité.

Avec mes amis communistes, j'engage dès aujourd'hui les contacts nécessaires pour obtenir une mobilisation politique et institutionnelle de premier plan pour mettre en échec un nouvel affaiblissement de la navale française et créer les conditions de son nouveau industriel. »



De son côté, la CGT des chantiers constate une nouvelle fois être face à des investisseurs financiers et non industriels. Mais surtout, relève une **curieuse coïncidence**, cette annonce tombant le même jour qu'une lettre du PDG reçue par chaque salarié de STX à son domicile. Lettre dans laquelle la Direction met en parallèle les difficultés de l'actionnaire majoritaire avec la nécessité d'un « **vote responsable** » aux **élections professionnelles du 17 octobre**. Le syndicat poursuit sur la « nécessité d'exiger une politique industrielle ambitieuse pour pérenniser notre Chantier de Saint-Nazaire et ses emplois. L'Etat actionnaire devra prendre sa responsabilité sociale. Ce sont les commandes de navires qui permettront d'assurer l'avenir des emplois et de notre industrie, les ferries pour la SNCM ou la BAI sont des atouts qu'il ne faut pas négliger » et conclut : « La CGT poursuivra sa bataille avec les salariés pour exiger de réelles perspectives sociales et industrielles ».

ALCATEL-LUCENT

L'équipementier télécom a annoncé le 8 octobre un plan prévoyant la suppression de 10.000 postes nets dans le monde d'ici fin 2015, dont 900 en France. Le groupe qui emploie plus de 8.000 salariés dans l'Hexagone, envisage de supprimer 900 postes dès 2014, auxquels s'ajouteront 900 autres postes qui feront l'objet de redéploiements internes et externes. Le plan prévoit la fermeture ou la cession de cinq sites. Le 1^{er} Ministre demande, mercredi 9 octobre, une négociation au sein de l'entreprise pour sauver le maximum d'emplois, et de sites. La CFDT, toujours aussi ambitieuse, déclare : "L'objectif, c'est de se bagarrer pour diminuer le nombre de suppression d'emploi et de fermeture de sites. Mais on ne va pas y arriver tout seul". Pourtant, de son côté le Medef est clair. Pierre Gattaz, s'élevant contre une intervention de l'Etat, qui conduirait, selon lui, à retarder "des catastrophes. Il faut surtout éviter d'interdire aux entreprises de s'adapter dans cette mondialisation"...

Ville et Communauté urbaine de Nantes, Département et Région ont sorti un communiqué commun pour s'insurger contre la fermeture programmée en 2015 du Site Orvaultais (500 emplois). Elles appellent la Direction d'Alcatel à ses engagements, réitérés maintes fois, de pérenniser et développer le site d'Orvault. Les salariés d'Orvault étant à 90% aujourd'hui sur les technologies d'avenir, données comme prioritaires par la Direction, la fermeture serait un non-sens !



YES WEEKEND !

De sondages en manipulations médiatiques, les grands groupes et leurs chiens de garde veulent donner à croire que les méchants syndicats empêchent la masse de salariés volontaires de travailler. Insistons pour les grands naïfs sur le fait qu'un dimanche « banalisé » ne justifiera plus qu'un taux horaire banal. Et un petit rappel pouvant aider à rester courageux, sous la mandature Sarkozy, le point du vue du PS était celui-ci :

Mon dimanche j'en ai besoin Mon dimanche j'y tiens

Nicolas Sarkozy a décidé de passer en force pour généraliser le travail le dimanche.

Cette décision sera **inefficace** sur le plan économique, **dangerouse** pour les salariés, et **néfaste** pour la vie sociale.

Mobilisons-nous pour défendre un autre modèle de société !

Un effet nul sur la croissance

- L'effet sur la croissance sera nul, car l'argent dépensé le dimanche ne sera pas le reste de la semaine.

Une fausse liberté pour les salariés

- Des milliers de salariés n'auront pas le choix et seront contraints de travailler le dimanche sous peine de perdre leur emploi. Ils n'auront même pas la garantie de voir leur salaire augmenter...

Une décision destructrice d'emplois

- La concurrence déloyale imposée aux petits commerçants et artisans par les grandes surfaces entraînera la destruction de dizaines de milliers d'emplois dans le petit commerce.

Un modèle de société inacceptable

- Nous refusons une société du tout marchand, 7 jours sur 7, 365 jours par an.
- Nous voulons garder notre dimanche pour avoir du temps pour soi, pour nos familles, voir nos ami(e)s, participer à la vie associative, accéder à la culture, faire du sport, bref un dimanche pour vivre.



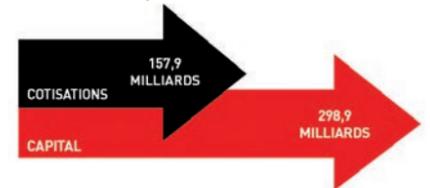
**POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE,
REFUSONS LA GÉNÉRALISATION DU TRAVAIL LE DIMANCHE**

Parti socialiste - 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 77 00 • www.parti-socialiste.fr

En bref

Dérive climatique, réponses politiques

Le dernier rapport du GIEC, organisme intergouvernemental de l'ONU, chargé d'évaluer l'évolution du climat sur la base des dernières données scientifiques, confirme avec encore plus de certitude, la responsabilité des émissions de CO2 issues des activités humaines comme facteur clé du réchauffement accéléré de la planète et les risques qui en découlent. André Chassaigne rappelle qu'en 2011, les députés du Front de Gauche avaient proposé une résolution de l'Assemblée nationale sur des engagements de réduction des émissions de GES et la mise en œuvre rapide de politiques de coopération à l'échelle mondiale. Alors que la France accueille à Paris en 2015 la prochaine négociation internationale sur le climat, elle ne peut se contenter de répéter que « la maison brûle ». Pour être à la hauteur des urgences climatiques, la France et l'UE doivent poser publiquement le constat de l'impasse où nous conduit le capitalisme mondialisé.



SOURCE : Insee - Comptes de la nation 2012

CÔÛT DU CAPITAL = DIVIDENDES ET FRAS FINANCIERS (BANCAIRES) PAYÉS PAR LES ENTREPRISES
CÔÛT SOCIAL = CÔÛT SOCIAL EMPLOYEURS EFFECTIFS AINSI APPELÉS CÔÛT DU TRAVAIL

Front commun sur les salaires

Huit organisations syndicales de fonctionnaires interpellent le gouvernement pour dénoncer les conséquences "désastreuses" de la politique salariale menée dans la fonction publique. Elles pointent la dépréciation des carrières, et demandent l'ouverture d'un "réel espace de négociations salariales". CGT, CFDT, CFTC, CGC, FAFPT, FSU, Solidaires et Unsa veulent une concertation "spécifique" sur le sujet dans le cadre de l'agenda social.

Temps de travail aérien

Le 8 octobre, Jacky Hénin - député européen PCF-Front de gauche est intervenu contre l'augmentation du temps de travail des pilotes, hôtesses et stewards. Il souligna que "Reculer sur les limitations de temps de vol, comme le propose la Commission, c'est remettre en cause la sécurité des passagers et des personnels navigants. Une étude britannique, menée auprès de 500 pilotes de ligne, a révélé que la moitié se seraient déjà endormis aux commandes et que, lorsqu'ils se sont réveillés, pour un tiers d'entre eux, l'autre pilote dormait également"... Et de dénoncer : « pour faire gagner quelque argent supplémentaire aux actionnaires, ce Parlement, dont la majorité commence à taper sur les pupitres quand il a voté plus de deux heures, va imposer à des salariés de travailler plus de onze heures ! »

EXPOSITION : Ambiances portuaires sur les ports de Nantes et Saint-Nazaire, et l'embouchure de la Loire...

Descendant de marins bretons, **Eric Lecam** a gardé de son enfance à Saint-Nazaire - « du gris, du blanc cassé, du bleu et de la rouille » - la passion de la mer et de la vie portuaire, et l'amitié des pêcheurs au large. Passé vingt ans, il entre dans une école de décors et apprend les techniques de la fresque et du trompe-l'œil, fréquente des ateliers de dessin et de peinture et suit les cours du soir des Beaux-arts. Aujourd'hui, il enseigne les arts graphiques à Clamart. Titulaire de plusieurs prix de salons, il a été distingué en 2012 par la Fondation Taylor. Figuratifs et colorés, ses tableaux sont inspirés par les gens de la mer, des paysages urbains ou des scènes de vie saisies dans un café ou au marché.

Eric Lecam s'installe en ville ou sur les quais, carnet de croquis ou tubes d'aquarelle en main, avant de traduire sur la toile, à l'huile ou à l'acrylique, ce qu'il a observé sur le motif « une façon comme une autre de prendre le large ».

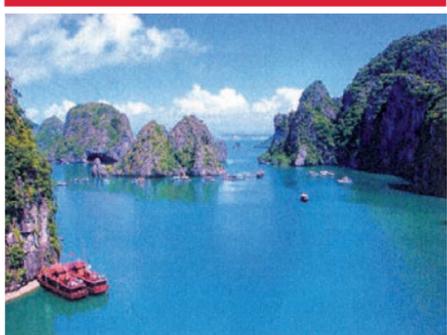
Du 29 septembre au 1^{er} décembre à la médiathèque Edmond-Bertreux, rue du 14 juillet Château du Pé-Saint-Jean-de-BOISSEAU et résidence La-Tour-du Pé, rue de la Rivière. Du lundi au dimanche (14h-18h).



Culture, idées

6

Bibliothèque Paul Eluard Saint-Herblain.



Exposition :

« Des Nantaises au Viêt Nam ».

Du 2 octobre au 3 novembre 2013.

La bibliothèque vous propose l'exposition de photos réalisées par Marguerite Le Merdy et Jeannine Drenzen.

Vernissage

Le jeudi 17 octobre à 18h30 en présence des deux voyageuses adhérentes de la bibliothèque.

Horaires d'ouverture

Le mercredi :

10 h à 12 h et de 15 à 18 h.

Le jeudi : de 15 à 18 h.

Le samedi : de 15h à 18 h.

Le Dimanche : de 10 à 12 h.

A 150 m de la ligne n°3 du tramway.

Arrêt Longchamp/ à côté du Magasin Chlorophylle



Roman : Le silence des japonaises.

Prix Fémina étranger 2012, le roman de **Julie Otsuka** est un bijou. Il revient sur l'histoire de l'émigration japonaise aux Etats-Unis. Un chœur de femmes raconte le destin des japonaises qui au début du XX^{ème} siècle furent vendues par leurs familles à des compatriotes exilés aux Etats-Unis. Ignorant la langue du pays, elles se retrouvent épouses soumises, trimant comme des esclaves. Par la voix d'un récit collectif qui embrasse l'individuel, Julie Otsuka met ces femmes au premier plan, rend justice à leur détermination.

« Certaines n'avaient jamais vu la mer » **Julie Otsuka**.

Traduit de l'anglais par Carine Chichereau 10/18 6,60€

Võ Nguyễn Giáp : «je suis un général de la paix ...»

Qu'enseigne-t-on dans les cours d'histoire de nos lycées sur ce général vietnamien ? La presse régionale ne lui a accordé qu'une brève, de la taille d'un timbre poste. Libération n'a trouvé qu'une biographie non autorisée d'un américain où le poids des mots renforce la caricature: «Giap était possédé par les démons de la Révolution et des batailles». Pitoyable ! **Quand Giap naît le 25 août 1911, la France coloniale tire largement profit de sa domination sur l'Indochine.** Dans le petit village de An-Xa au centre de l'Annam,

son père cultive un peu de riz et sa mère tisse la toile. C'est une région connue pour ses traditions de luttes. **C'est que même après mille ans de domination chinoise, le peuple vietnamien n'a pas été assimilé.** Voilà pourquoi, dès quinze ans, collégien, il se retrouve engagé dans cette atmosphère de nationalisme militant. **Sa participation à une manifestation le fait exclure du lycée de Hué.** Il est déjà en contact avec le parti Tan Viêt aux options nettement progressistes, socialistes. Organisateur de grèves d'étudiants, **il est bientôt arrêté. Ses démêlés avec la Sûreté française lui valent de se retrouver en prison de 1930 à 1932.** Quand il en sort ses parents ne trouvent plus le moyen de le nourrir. Il gagne Hanoï où un professeur l'héberge et le prépare au baccalauréat qu'il obtient en 1934. Il enseigne l'histoire et le français au lycée Thang Long, creuset de militants anticolonialistes. **En 1937, à l'époque du front populaire en France, il adhère au PC clandestin vietnamien.** L'année de son mariage en 39 il échappe à une perquisition, en partant vers la Chine. **Mais plusieurs de ses amis dont sa femme sont arrêtés.** Cette militante, originaire de la même province que lui, **il ne la reverra jamais plus.** Peu de temps après son départ, elle a été arrêtée par la Sûreté française, vicieusement torturée, elle meurt en prison, dit-on en se suicidant. **Cet évènement dramatique dans sa vie person-**



nelle va précipiter son destin patriotique. On est en mai 1940, la guerre vient de prendre une dimension mondiale. Accompagné de Pham Van Dong (futur premier ministre-1954-1986), ils sont en Chine où ils rencontrent un certain Nguyễn Ai Quoc, le futur Hô Chi Minh alors éloigné du Vietnam pour développer sa lutte au

sein de la IIIe internationale. **Comment Hô Chi Minh, révolutionnaire déjà chevronné - il a alors la cinquantaine - a-t-il deviné que le jeune militant de 29 ans qui vient de le rejoindre dans le sud de la Chine a l'étoffe d'un grand général ?** Alors qu'il n'a aucune formation militaire, Hô, dans un réflexe de génie, lui confie la formation des forces d'autodéfense puis la fondation de l'armée populaire vietnamienne. Dès 1948, il en fait un général de corps d'armée, rang que Giap occupait encore à 102 ans, le jour de sa mort. **Il reste pour l'Histoire, l'Artisan des victoires de Diên Biên Phu en mai 1954 par la prise du camp retranché français, et de la chute de Saïgon en avril 1975 du régime fantoche soutenu par l'impérialisme américain,** Giap dira après, combien peu croyaient en ces victoires : «il y avait beaucoup de solidarité, mais peu d'espoir de nous voir vaincre, que ce soit à Pékin ou Moscou. Si nous nous battons à la russe, nous ne pouvons pas tenir deux heures. Mais nous nous battons à la vietnamienne, et nous vaincrons ». **Beaucoup se sont interrogés sur le cœur de sa stratégie ? « Ma stratégie ? C'est celle de la paix. Je suis un général de la paix, non de la guerre » répondait le vieux sage..: « La jeunesse doit savoir apprécier ce qu'est la paix, faire en sorte que toutes les nations aient leur souveraineté, que chaque homme ait le droit de vivre dignement ».**

Propos recueillis par Alain Ruscio, 1979- 2008

Historien, ancien correspondant de l'Humanité durant la guerre du Vietnam, **Alain Ruscio a rencontré à de nombreuses reprises le général Giap, à son domicile.** « *J'ai eu l'insigne honneur de le rencontrer dix, vingt, trente fois, rencontres échelonnées sur une trentaine d'années et de devenir un proche ...* ».

Dans un livre d'un peu plus d'une centaine de pages, il recompose une biographie « du camarade, de l'ami ». Le découpage du sommaire rend compte du parcours exceptionnel de Giap :

1. Le professeur d'Histoire
2. Le jeune patriote
3. Le maquisard
4. Le théoricien de la guerre révolutionnaire
5. Le praticien de la guerre révolutionnaire:

contre les français.

6. Contre les Américains.

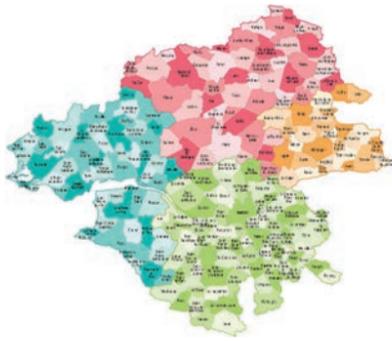
« *Giap n'aimait pas personnaliser les événements, comme toujours les Vietnamiens, comme souvent les communistes...* »

En bon marxiste, il aurait dû reconnaître que les grands bouleversements de l'histoire du monde naissent de la rencontre entre des « éléments objectifs » et la capacité de grands hommes d'exploiter la situation. Giap a été jusqu'au seuil de la vieillesse, un homme très occupé. Souvent, après avoir mis en forme ces entretiens, je lui ai demandé de les relire. Souvent il m'a répondu, avec un sourire : Nous verrons cela plus tard.

Et le temps n'est jamais venu...

Aux Editions les Indes savantes.16€





Le chiffre

Notre département compte **1** communauté urbaine (Nantes Métropole), **2** Communautés d'agglomérations (CARENE et Cap Atlantique) ainsi que **20** communautés de communes. La plus grande en terme de population est celle de NM avec 554.000 habitants suivie de la CARENE avec 110.000 habitants.

La phrase

Parmi les Français qui déclarent que leur commune appartient à une interco, 74% considèrent que c'est une « bonne chose ». En revanche, moins de la moitié (46%), de ces personnes connaissent le nom du président(e) de l'intercommunalité. **93% des sondés jugent utile ou très utile l'organisation d'une campagne d'information sur le fonctionnement de l'intercommunalité.** 93% des répondants souhaitent que dans leur intercommunalité, les candidats à la présidence se déclarent clairement avant les élections locales. *95% veulent que les grands projets et compétences de leur intercommunalité soient au coeur des débats et des programmes des candidats aux élections municipales... Source : IFOP

Culture, idées

7

Nantes Métropole, une politique au service des populations !

Communauté urbaine - Rapport d'activité -

A travers ses nombreuses réalisations Nantes Métropole s'est mobilisée pour soutenir l'activité, l'innovation et l'emploi, consolider son rayonnement économique et concrétiser de grands projets et ceci pour un montant inégalé de 238 millions d'euros d'investissements tout en conservant une situation financière saine. Le rapport d'activité (2012) évoqué lors de récents conseils municipaux, a été l'occasion pour les élus communistes, herbliinois et rezéens notamment, de revenir sur plusieurs points clef de l'action de la C.U.

Le logement tout d'abord. C'est au travers du PLH métropolitain que s'est inscrit le renouvellement urbain et avec **6 358 logements mis en chantier dont 1 854 logements locatifs sociaux, les objectifs ont largement été tenus en 2012 (5 000 logements par an donc 1300 sociaux). Les élus communistes ont été acteur de ces choix éminemment politiques,** et continueront à mener ce combat, car le déficit en logements abordables est encore grand.

L'amélioration du cadre de vie passe aussi par un service de déplacement urbain performant et accessible. Pour les élus communistes, c'est aussi une vraie satisfaction que d'avoir vu le passage du versement transport patronal à 2%, ce qui a permis d'améliorer la qualité du réseau sans faire exploser le coût pour les usagers.

Le deuxième poste de dépense pour Nantes Métropole après les transports, c'est la politique publique de l'eau. 2012 a vu le développement de la régie de l'eau en accueillant la commune

de Mauves, la mise en place d'une direction du cycle de l'eau portant une ambition particulière en terme de gestion de l'eau, de sa qualité, de l'environnement et surtout de son coût pour les usagers. C'est un autre marqueur de la politique de gauche, auquel a contribué Raymond LANNUZEL, Vice-Président de NM Délégué à l'eau.

Avec les annonces récentes de M. Migaud (pdt cour des comptes) et le budget de l'État 2014 qui annonce encore des coupes sombres dans les dotations aux collectivités, les groupes communistes de diverses collectivités ont voulu réaffirmer que les collectivités sont bien mieux gérées que ne l'a été l'État, notamment par la droite ultra libérale. Ils ont rappelé que les collectivités représentent 70 % de l'investissement public et n'ont pas le droit de s'endetter excepté pour l'investissement utile aux populations. **Pour les élus communistes, à l'heure d'une nouvelle étape annoncée de la décentralisation, il est indispensable de sauvegarder la libre administration de l'ensemble des collectivités locales tant en terme financier qu'en terme décisionnel.**



Chaque échelon territorial est nécessaire et permet de développer des projets de territoire cohérents et utiles à la population. La commune doit être au

cœur de ce dispositif et les récentes annonces sur le rabotage de ses compétences ou encore sur la création autoritaire de nouvelles métropoles inquiètent ! A l'offensive, les élus communistes seront des promoteurs actifs, dans la prochaine période, d'une redynamisation de la démocratie de proximité et de politiques de progrès pour nos concitoyens !

Près de vous

Appel de l'ANECR pour que vive la commune et la démocratie de proximité !

« Au coeur de l'été, le gouvernement a passé en force à l'Assemblée nationale, une loi qui modifie de fond en comble les institutions territoriales. **Contrairement à ce qui avait été débattu avec les élus aux États généraux du Sénat, cette loi donne le signal d'une recentralisation considérable. Elle crée une nouvelle institution, la métropole, pour 11 grandes villes dont Paris, Lyon et Marseille.** Ces métropoles concerneront 30 millions d'habitants. La métropole serait la nouvelle clef de voûte de l'organisation de la République en concentrant un très grand nombre de pouvoirs stratégiques et de financements retirés aux communes.

APPEL

Métropoles : Non au coup de force ! C'est aux citoyens de décider !

Le principal objet de ces technostructures centralisées est de répondre aux objectifs de compétitivité réclamés, au titre de la concurrence, par les puissances financières. Ce qui veut dire austérité et réduction partout des moyens mis à disposition de l'action publique et des réponses par les collectivités aux besoins humains, sociaux et écologiques !

Les défis métropolitains en matière de transport, de logement et d'urbanisme, d'aménagement du territoire, d'égalité d'accès, d'urgence sociale, d'écologie et de relance industrielle méritent tout autre chose ! Ils doivent s'appuyer sur tous les projets issus des territoires décidés avec les citoyens dans chaque commune et intercommunalité et coordonnés avec les départements et régions, appuyés sur des services publics et des politiques de lutte contre les ségrégations sociales. L'État ne doit pas abandonner son rôle de garant de l'égalité entre les territoires, son devoir de solidarité nationale au nom de la réduction des dépenses publiques.

Ce n'est pas encore fini ! La loi revient en seconde lecture en septembre au Parlement. Des mobilisations se construisent avec au coeur l'intervention nécessaire des citoyens.

L'ANECR refuse l'effacement des communes, des intercommunalités et des départements !

Ainsi que la mise à mal des missions de service public gage d'efficacité et d'égalité, le mépris de la démocratie ! Alors qu'on bouleverse la République, les citoyens sont mis à l'écart ! L'ANECR ne souhaite pas de changement des institutions démocratiques sans démocratie !

Pour signer l'appel, rendez-vous sur elunet.org

Focus sur l'intercommunalité !

Son histoire et ses formes diverses ...

Le développement de l'intercommunalité est un fait majeur de ces vingt dernières années. NLA a choisit dans ce numéro de vous apporter un éclairage sur ces nouvelles organisations territoriales. Vous trouverez des rappels principaux concernant à la fois leur histoire, leurs diverses formes, compétences et les défis démocratiques portés par ce type nouveau d'organisation.

Un peu d'histoire ...

Nous le savons, les 36 782 municipalités françaises garantissent une proximité réelle à l'action publique. 10 000 d'entre elles comptent moins de 200 habitants et 32 000 moins de 2 000 habitants. C'est pour permettre une meilleure coopération et prendre acte de l'accroissement des aires urbaines que, dès la fin du XIX^e siècle, de premières formes d'intercommunalités techniques, de type syndical, ont permis aux communes de s'associer pour répondre aux besoins d'équipement du territoire.

Des formules institutionnelles plus ambitieuses et plus intégrées ont ensuite vu le jour au début de la V^e République pour accompagner le processus d'urbanisation. Les pouvoirs publics nationaux ont ensuite souhaité redynamiser les regroupements intercommunaux, sur le fondement du volontariat et de l'incitation, en proposant en 1992 la formule de la « communauté de communes », plus particulièrement destinée à l'espace rural et aux bassins de vie des petites villes. Rencontrant un succès immédiat, cette loi a permis à plus de 1 000 communautés de communes de se créer dans les cinq premières années d'application du texte.

Les formes de communauté ...

Depuis 1999, l'intercommunalité se déploie donc sous la forme de 4 voire 5 catégories de communautés, plus ou moins intégrées selon les contextes territoriaux :

- 1- La communauté de communes (aucun seuil d'habitants), n'exerçant que deux compétences obligatoires : l'aménagement de l'espace et le développement économique ;
- 2- La communauté d'agglomération (rassemblant au moins 50 000 habitants autour de villes centre de plus de 15 000 habitants). Outre le développement économique et l'aménagement de l'espace, ses compétences obligatoires sont étendues aux transports collectifs urbains, à l'équilibre social de l'habitat et à la politique de la ville ;
- 3- La communauté urbaine (statut désormais réservé aux agglomérations de plus de 450 000 habitants) qui, de par la loi, exerce des compétences supplémentaires, parmi lesquelles : urbanisme, voirie, parcs de stationnement, valorisation des déchets, de l'eau, de l'assainissement, cimetières, abattoirs, marchés d'intérêt national.
- 4- La métropole, entité très intégrée regroupant plus de 500 000 habitants et dont les compétences lui sont déléguées par les communes membres, mais également par le département et la région.
- 5- Le pôle métropolitain est "un établissement public constitué par accord entre des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre". Il est compétent "en vue d'actions d'intérêt métropolitain en matière de développement économique, de promotion de l'innovation, de la recherche... Il se crée sur le mode du volontariat des communautés, les assemblées délibérantes de chaque communauté se prononçant par délibérations concordantes sur l'intérêt métropolitain des compétences transférées au pôle.



